N°095 du vendredi 18 janvier 2013 Prix: 250 FCFA / Hors du Togo: 1€ Hebdomadaire Togolais d'Information

Incendies dans les marchés de Kara et Lomé

L'ENREGISTREMENT DES COMMERÇANTES ET COMMERÇANTS SINISTRES A COMMENCE HIER

P 4

TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

Célébration dans le recueillement des 50 ANS de disparition du Père de l'Indépendance

P 3

FAURE ET GILCHRIST OU L'IMAGE D'UNE RECONCILIATION TOUJOURS EN MARCHE

Levée de l'immunité parlementaire et interpellation de l'ancien Président de l'Assemblée Nationale

AGBEYOME KODJO, UN SUSPECT QUI A LE DEVOIR DE S'EXPLIQUER

P 2

Fixation de la date des législatives au 24 Mars prochain

ET S'IL ETAIT TEMPS POUR L'ANC DE SE LIBERER DE L'EMPRISE DES AVOCATS BITOSARDS DU CST

P 2

Soutien à l'éducation nationale par la Femme Leader

Mme OURO BANG'NA OFFRE 100 TABLES-BANCS POUR LES ÉCOLES D'AFAGNAN

P 4

Colloque international de Pax Africana

LES LEADERS AFRICAINS ANALYSENT LE FÉDÉRALISME COMME PISTE DE DÉVELOPPEMENT

P 5

AFRIATECH

TR 095 du 18 Janv. 2013

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Levée de l'immunité parlementaire et interpellation de l'ancien Président de l'Assemblée Nationale

AGBEYOME KODJO, UN SUSPECT QUI A LE DEVOIR DE S'EXPLIQUER

La nouvelle est tombée dans l'après midi du mercredi 16 janvier 2013, Agbéyomé Kodjo, Président du parti OBUTS, ancien Président de l'Assemblée Nationale et ancien Premier Ministre sous Eyadéma, vient d'être interpellé par le Service des Recherches et Investigation (SRI) de la gendarmerie nationale après la levée de son immunité parlementaire dans la matinée suite à une requête du Procureur Général près la Cour Suprême. L'interpellation de l'ancien Premier ministre et chef de parti de l'opposition se situe dans le cadre de l'enquête en cours dans le pays en vue de démasquer les criminels qui ont endeuillé l'économie nationale en incendiant les grands marchés de Kara et de Lomé respectivement dans les 10 et 12 janvier dernier. Trois jours auparavant, M. Gérard ADJA, vice Président du parti dirigé par Agbéyomé Kodjo, était également sous le coup d'une interpellation pour les besoin de l'enquête, une dizaine de personnes sont également en garde à vue pour les besoins d'une enquête très attendue par le peuple togolais dans son ensemble qui veut que les responsabilités soient situées par rapport aux graves préjudices qu'ont subi les commerçants et dont les séquelles marqueront de manière durable la vie des autres togolais. Plusieurs centaines de milliards sont partis dans les flammes des deux incendies criminels et des milliers de personnes risques de perdre leurs emplois suite à ce drame.

Dans la foulée des réactions, des leaders de l'opposition crient à un acharnement alors que pour la justice togolaise c'est une occasion qui est donnée au citoyen Agbéyomé Kodjo de s'expliquer face aux soupçons qui pèsent sur lui et qui l'indexerait comme l'un des auteurs de ce crime économique.

L'opinion togolaise est visiblement divisée sur l'implication présumée du Président d'OBUTS dans les incendies des deux plus importants marchés du Togo. Face à ceux qui y voient des manœuvres politiciennes pour éliminer un adversaire politiques, les autres leur opposent cet argument : pourquoi c'est Agbéyomé et son Vice Président et non les autres responsables politiques comme Jean Pierre Fabre, Ajavon Zeus, Me APEVON, Gerry TAMAA ou un autre encore ?

Pour l'heure l'enquête se poursuit et l'ancien Premier Ministre qui bénéficie toujours de la présomption d'innocence est toujours à la gendarmerie nationale.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Germain POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Didier ASSOGBA
Patrick NIMA
Pégy
Paul KATASSOLI
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ
Aïssata TOURE
SECRÉTARIAT
Carole AGHEY
Rose NYUIADZI
INFOGRAPHIE
AHIABLE Raphaël
CARICATURE
DODZI
DISTRIBUTION ET ABONNEMENT
Tel: 22 36 18 56
ADRESSE
585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE
Tél. : 22 61 12 19 /22 36 18 56
90 02 76 54
E-mail : togoreveil@togoreveil.info
TIRAGE
4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
La Colombe

Fixation de la date des législatives au 24 Mars prochain

ET S'IL ETAIT TEMPS POUR L'ANC DE SE LIBERER DE L'EMPRISE DES AVOCATS BITOSARDS DU CST

Suite à la rencontre tenue le mercredi 16 janvier 2013 entre la CENI et les partis politiques, il ressort assez clairement que, sauf changement ultérieur, les prochaines législatives et locales devront se tenir le 24 mars 2013. Face à cette annonce, le CST désormais privatisé par les avocats bitosards et défenseurs des droits des riches, a annoncé une marche de contestation prévue pour demain 19 janvier 2013. Cette marche à laquelle les avocats du CST associent le FRAC est destinée d'une part à contester l'annonce du calendrier électoral et d'autre par à dénoncer l'interpellation il y a trois jours du Président de l'OBUTS dans le cadre des enquêtes sur les incendies de grands marchés de Kara et de Lomé. Si sur le second point, l'on admet encore que ces avocats du CST, connus pour leur propension à confondre les genres et à politiser toutes les affaires judiciaires, sont dans leur business, c'est beaucoup plus sur le point politique, en l'occurrence la préparation et la tenue des prochaines échéances électorales, que les leaders des partis politiques membres du CST, surprennent par leur manque de vision. On se rappelle que lors du dernier dialogue qui a eu lieu le vendredi 16 novembre 2012, le CST avait déclaré au nom de ses diverses composantes, que les élections n'étaient pas la priorité en ce moment et qu'il y avait d'autres problèmes plus importants dont il fallait discuter, et sur le fait avait quitté les discussions, poussant ainsi le pouvoir et les autres partis de l'opposition à poursuivre sans les représentants des partis du CST dont le plus important est l'ANC. Après ce départ ceux de la coalition (CAR, CDPA, PDP, UDS Togo) prendront aussi la porte de sortie.

Une prise de conscience marquée par l'hésitation et la nonchalance

A une dizaine de semaines de la date programmée par la CENI, la nonchalance de l'ANC à se départir du CST et peut être même du FRAC qui roulent sur ses actifs en terme de militants marcheurs, est assez absurde. De sources concordantes affirment que les responsables de l'ANC ont pris conscience que les dérives des avocats leaders du CST et leurs initiatives de plus en plus infructueuses comme « les derniers tours de Jéricho » ne sont d'aucun bénéfice politique ou électoral pour leur parti qui veut participer aux prochaines échéances pour espérer arracher le pouvoir ou tout au moins damer le pion à l'UFC et se positionner effectivement comme la première force politique de l'opposition togolaise. Avec les particules du FRAC comme le PSR, ADDI et le Parti des Travailleurs, l'ANC pourrait, au besoin, former une coalition électorale, ce qui, selon plusieurs observateurs avisés, n'est pas forcément nécessaire eu égard aux poids réels de ces petits partis satellites.

Le CST limité dans ses tentatives de blocage du processus électoral

Il apparaît donc évident que les tentatives de blocages du processus électoral par le CST n'arrange aucunement l'ANC, principale formation politique de ce collectif et le plus grand fournisseur de manifestants. D'abord parce que contrairement aux affirmation belliqueuses des uns et des autres qui tendent à faire croire qu'ils seraient capables d'empêcher la tenue des élections et malgré les derniers évènements survenus dans les deux grands marchés du Togo, les préparatifs des élections se poursuivent sereinement comme l'ont constaté les autres partis de l'opposition qui étaient à la rencontre du 16 janvier dernier avec la CENI.

La marche de contestation de demain qui fusionne l'interpellation d'Agbéyomé Kodjo aux contestations du processus électoral est d'ores et déjà vouée à l'échec. Les problèmes existentiels de l'heure, le trop plein de marches et leur manque d'orientation de ont fini par tuer la mobilisation. Et l'ANC après deux ans de bitume, est la mieux placée pour constater l'inefficacité des manifestations publiques aux objectifs toujours changeants et finalement incompréhensibles.

L'ANC ferait mieux d'affuter ses armes

Il y avait plusieurs formations politiques à la rencontre du mercredi dernier avec la CENI L'Union pour la République (UNIR), l'Union des Forces du Changement (UFC), ALLIANCE, le Nouvel Engagement Togolais (NET), Santé du Peuple, la Convergence Patriotique Panafricaine (CPP), le PDR, JUVENTO ….etc. Représentées ou non dans la nouvelle Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), toutes ces formation politiques diversement satisfaites des conditions d'organisation des prochaines législatives et locales étaient là pour voir clair dans le processus et au besoin faire des proposition pour l'amélioration des prestation de la CENI et des CELI. L'ANC qui a déjà déclaré ne pas vouloir boycotter ces élections et qui a toujours sa place de membre de la CENI, passe pour la perdante à l'étape actuelle de l'avancement des préparatifs. Reprendre sa place et jouer son rôle dans la recherche de la transparence des prochains scrutins, semble être la seule alternative pour le parti de Jean Pierre Fabre. L'ANC doit éviter d'être distrait par le CST dont les ambitions et intérêts pécuniaires des avocats leaders sont connus de tous. Les élections auront lieu et ce n'est pas les problèmes soulevés dans la plate forme revendicative du CST qui arrêteront la vie de la nation togolaise. Les réformes politiques et institutionnelles, l'enracinement de la démocratie, la lutte contre la pauvreté et pour la bonne gouvernance et la promotion des droits de l'homme sont un combat quotidien dans tous les pays du monde et il est illusoire qu'un collectif en fasse une affaire personnelle au point de prendre en otage un peuple. Il est tant pour l'ANC de jouer sa partition de parti politique né pour la conquête du pouvoir à travers les urnes.

Germain POULI

Incendies des marchés

UNIR CONDAMNE CES ACTES ET APPORTE SON SOUTIEN AUX POPULATIONS EN DESARROI

Suite aux graves incendies qui ont frappé les marchés de Kara et de Lomé, le parti UNIR, mesurant l'ampleur des dégâts et leurs impacts sur les commerçantes et commerçants de ces marchés ainsi que sur l'économie de la nation toute entière, n'a pas manqué de réagir et de témoigner sa compassion aux femmes et aux hommes atteints par ce drame. Il en appelle au gouvernement pour des solutions idoines et surtout pour que la lumière soit faite sur ces actes criminels. Voici l'intégralité du communiqué.

COMMUNIQUE DU PARTI UNIR
(UNION POUR LA REPUBLIQUE)

Dans la nuit du 09 au 10 janvier 2013, un incendie a ravagé le marché central de la ville de Kara occasionnant des dégâts matériels importants. Cet évènement malheureux a mis dans le désarroi nombre de commerçantes et de commerçants de cette localité, plongeant la ville toute entière dans une grande stupeur.

Le samedi 12 janvier 2013 au petit matin, c'est le tour du grand marché de Lomé d'être dévasté par un sinistre de la même nature que celui de Kara et qui au regard de son ampleur, a causé d'énormes dégâts matériels.

Devant ces deux évènements tragiques intervenus en l'espace de 3 jours, et qui ont causé des dommages incommensurables à beaucoup de citoyennes et des citoyens, le parti UNIR tient à exprimer, en même temps que sa vive émotion, sa profonde compassion à toutes les victimes de ce drame.

UNIR encourage le gouvernement dans ses efforts pour maîtriser la situation et l'exhorte à initier des actions visant à soulager les victimes.

UNIR tient à rappeler que les marchés sont des poumons économiques du pays tout entier et constituent les principales sources de revenus de milliers de togolaises et de togolais.

A cet effet, avec la destruction des deux marchés de Lomé et de Kara, l'on mesure le préjudice causé à l'économie nationale.

En ces temps de crise généralisée où l'on assiste à la relance et à la consolidation de notre économie, cet acte ne peut donc être assimilé qu'à un crime économique de premier plan. UNIR prend acte des mesures prises par le gouvernement en vue de faire lumière sur ces malheureux évènements et d'en situer les responsabilités. Il l'encourage dans ce sens.

UNIR considère qu'aucune raison, qu'aucun objectif ne saurait justifier des actes aussi ignobles que la destruction des moyens de subsistance de nos vaillantes populations, notamment nos braves femmes.

Par ailleurs, UNIR demande au gouvernement de prendre et de renforcer toutes les dispositions de sécurité nécessaires afin d'épargner au peuple d'autres épreuves de nature à créer la désolation et la psychose dans le pays.

UNIR, reste convaincu que ces évènements malheureux ne sauraient désunir les togolais pour compromettre la réalisation de ses objectifs de réconciliation, de cohésion et de développement de notre pays.

UNIR estime enfin que ces faits déplorables ne peuvent en aucun cas freiner notre cher pays le Togo dans sa marche irréversible vers plus de démocratie.

UNIR exprime, une fois encore, toute sa compassion et sa solidarité à toutes les victimes et rappelle la population au calme, à la lucidité et à la vigilance.

Fait à Lomé, le 12 janvier 2013

Le 1er Vice Président,

Georges K. AÏDAM

Célébration dans le recueillement des 50 ANS de disparition du Père de l'Indépendance

FAURE ET GILCHRIST OU L'IMAGE D'UNE RECONCILIATION TOUJOURS EN MARCHE

Le dimanche 13 janvier 2013, jour anniversaire des 50 ans de disparition de Sylvanus Olympio, premier Président démocratiquement élu de la République togolaise, des offices interreligieux ont marqué officiellement l'évènement à Lomé et dans toutes les préfectures du pays. Placée sous le signe de la prière et du recueillement, les 50 A ns de la disparition du Père de l'Indépendance a été l'occasion pour les togolais de se rendre compte que le processus de réconciliation et d'apaisement en cours dans notre pays est totalement enclenché.

La célébration de Lomé qui s'est déroulée sur l'Esplanade du Palais des Congrès, et qui a permis aux nombreux togolaises et togolais de prier, une fois encore, pour la paix, la concorde et la réconciliation nationales, a révélé une image des plus rassurantes sur la marche de notre peuple et la démarche commune de ses leaders vers le développement et la reconstruction. Le Président de la République Faure Gnassingbé et le Président de l'Union des Forces du Changement (UFC), Gilchrist Olympio, fils du Président Olympio étaient côte à côte au moment de ces offices. L'épouse du Président de l'UFC que les togolais n'avaient pas coutume de voir y a fait également l'une de ses rares apparitions. Et à la fin des offices interreligieux c'est ensemble que les deux personnalités qui symbolisent la volonté politique de tourner définitivement les pages sombres de notre histoire, ont salué les chefs religieux des différentes confessions qui ont animé ce 50e Anniversaire du 13 Janvier.

Pour bon nombre de togolais l'unanimité est faite pour dire que c'est autour de ce triste évènement que se situent les origines du malaise politique que vit la terre de nos aïeux. C'est à l'issue d'un coup d'Etat perpétré à la tête du pays, le 13 Janvier 1963, que le président Nicolas Grunitsky avait été porté au pouvoir en remplacement de Sylvanus Olympio démocratiquement élu. Le 13 Janvier 1967, un autre renversement de régime portera le Président Gnassingbé Eyadéma à la tête du Togo. Considéré comme le père de la nation togolaise, Eyadéma règnera sur le Togo en concentrant en ses mains tous les pouvoirs, les togolais vivront dans un parti unique jusqu'en 1990, année à laquelle, les pays africains seront sommés par le Président Mitterrand d'ouvrir leurs pays à la démocratie. De 1990 à 2005, le Togo connaîtra la division, les grèves, la rupture de la coopération et les violences jusqu'en 2007 où les premières élections libres et transparentes de l'ère démocratiques apporteront de nombreux changement dans le pays. Le Président Faure Gnassingbé, imposé par l'armée en 2005, a désormais la légitimité pour entreprendre courageusement un vaste chantier d'apaisement, de réconciliation, de développement et d'enracinement de la démocratie. Et le premier signe de cet apaisement a été la signature en mai 2012, après sa victoire à la l'élection présidentielle, d'un accord de partage de pouvoir avec l'UFC de Gilchrist Olympio, l'opposant le plus intraitable que le Togo ait jamais connu. Depuis lors la réconciliation est irréversible et entrain d'être renforcée par les travaux de la CVJR dont la mise en œuvre des recommandations ne saurait tarder.

Germain POULI

LA SYNERGIE D'ACTION POUR L'EQUITÉ GENRE CONDAMNE LES INCENDIES DE KARA ET DE LOMÉ ET SOUTIENT LE CHEF DE L'ETAT POUR SA POLITIQUE ENVERS LA FEMME TOGOLAISE

L'association Synergie d'Action pour l'Equité Genre était face à la presse mardi 15 janvier 2013 à son siège sis à Agbalépédo. Pour la Présidente Mme Rose KOUDJOM, entourée pour l'occasion de plusieurs collaboratrices, cette sortie est collée à l'actualité de « cette catastrophe nationale guidée par des mains noires aux sombres desseins » intervenue sur les grands marchés de Kara et de Lomé. Synergie d'Action pour l'Equité Genre qui milite depuis sa création pour l'autonomie, l'émancipation de la femme et l'équité genre, a d'entrée témoigné sa compassion aux braves et courageuses femmes des deux marchés avant de condamner ces évènements tragiques qui interviennent dans un contexte socio politique tendu et qui sont de nature à enrhumer tous les efforts de développement.

Tout en interpellant les autorités togolaises sur la nécessité de prendre les mesures idoines en vue de sécuriser de jour comme de nuit les lieux publics à intense activités économiques pour dissuader les éventuels fauteurs de troubles, l'association Synergie à lancé un appel à la classe politique dans son ensemble pour plus de responsabilité, de conscience citoyenne et de maturité. L'association s'est en outre félicitée des garanties offertes par le Chef de l'Etat en ce qui concerne son soutien et l'indemnisation rapide des

victimes.

Sur l'annonce de la mise en place d'une commission d'enquête par le Chef de l'Etat, les femmes de Synergie exigent que « cette enquête aboutisse résolument et que les auteurs soient démasqués, traduits en justice et châtiés de façon mémorable pour définitivement décourager les assassins de la nation.» Revenant au discours historique du Chef de l'Etat, du 31 décembre 2012, qui fait état de l'instauration imminente de la parité homme et femme aux fonctions électives à partir des prochaines échéances électorales de la fin du mois de mars, la Présidente de Synergie l'a qualifié comme la résultante des efforts et stratégies des femmes dans leurs approches pour un développement local, efficace et efficient. Dans cette perspective Synergie « exhorte le Chef de l'Etat à poursuivre ses efforts afin d'asseoir cette parité homme/femme dans tous les domaines et faire de notre pays un modèle à suivre sur le continent. »

A l'endroit des autres femmes togolaises, Synergie a lancé un appel à la mobilisation de toutes, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest « pour soutenir dans ses nobles actions le seul homme qui a su reconnaître leur valeur. »

La rencontre de ce 15 janvier s'est achevée avec l'annonce par les responsables de Synergie de leur décision de décerner au Président Faure Essozimna GNASSINGBE, la « Palme d'Or du Mérite Africain pour le Développement et l'Emancipation de la Femme », un prix qui lui sera officiellement remis au cours d'une cérémonie dont la date n'est pas encore connue.

Patrick NIMA

Soutien à l'éducation nationale par la Femme Leader

MME OURO BANG'NA OFFRE 100 TABLES-BANCS POUR LES ÉCOLES D'AFAGNAN

Le mardi 15 janvier dernier, Mme Ouro-Bang'na Nassara, Femme Leader de l'année en titre a offert cent (100) tables bancs aux établissements scolaires de la préfecture de Bas-Mono. La cérémonie de réception a eu lieu dans la ville d'Afagnan (environ 100 kilomètres de Lomé). Ce don de la 2e vice présidente de l'Assemblée nationale togolaise est destiné à la promotion d'une éducation de qualité dans cette nouvelle préfecture du Togo. « Cette action de solidarité nationale a été possible grâce au soutien des partenaires du Comité Femme Leader. Je reste consciente que ce geste ne résout pas tous les problèmes auxquels font face ces établissements soclaires. Cependant je suis persuadé qu'il sera un coup de motivation pour mes chers écoliers et élèves à redoubler d'effort afin d'obtenir de meilleurs résultats en fin d'année scolaire», a déclaré Mme Nassara Ouro Bang'na.

Neuf établissements scolaires vont bénéficier de ces 100 tables bancs et 200 élèves vont en profiter pour étudier dans de bonnes conditions. L'action s'inscrivait dans le cadre des activités de la femme leader de l'année 2012 qui a choisi comme domaine d'action, l'éducation de la jeune fille togolaise. Pour le Président du Comité Femme Leader, ce don constitue un message de leadership féminin pour les filles d'Afagnan.

La Femme Leader 2012 a en outre appelé les jeunes filles de la préfecture du Bas-Mono à s'approprier le discours du Chef de l'Etat sur l'égalité des sexes afin de se donner les mêmes chances de réussite que les garçons, avant de les inviter à faire un bon usage des tables-bancs.

Ce don a été réceptionné par le Préfet du Bas-Mono, Koffi Djifanou Magloh qui inscrit le geste de la 2e vice présidente de l'Assemblée nationale dans la logique de la politique nationale de l'éducation. On a noté également la présence d'autre autorités administratives, des responsables de l'éducation régionale et des chefs traditionnels. Mme Ouro-Bang'na fera le même geste dans quelques semaines dans la préfecture de Sotouboua, précisément de la localité de Tcharkpanga dans le centre du Togo.

Didier ASSOGBA

Incendies dans les marchés de Kara et Lomé

L'ENREGISTREMENT DES COMMERÇANTES ET COMMERÇANTS SINISTRES A COMMENCE HIER

Un guichet unique provisoire a été mis en place par le ministère de l'économie et des finances pour l'enregistrement des commerçantes et commerçants "sinistrés" à compter d'hier jeudi, selon un communiqué du gouvernement. Ce guichet unique procède à l'enregistrement des sinistrés tous les jours ouvrables entre 9H et 16H. Ce "guichet unique" mis en place par le ministère de l'économie et des finances est constitué d'agents de douanes et des impôts représentant le ministère de l'économie et des finances, d'agents du ministère du commerce, des représentants des établissements publics chargés de l'exploitation des grands marchés de Lomé et de Kara, ainsi que les représentants de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF). L'objectif de ce guichet est de "faciliter l'identification sur une base fiable des commerçantes et commerçants qui ont subi des pertes dans les récents incendies", selon les termes du même communiqué.

L'enregistrement des sinistrés se fera sur présentation, autant que faire se peut, de certains documents dont : la carte d'opérateur économique, les copies des déclarations en douane, les connaissements, les copies des attestations de vérification, les quittances de paiement des droits et taxes de douanes, les factures fournisseurs, les factures frets, les relevés bancaires et les contrats d'emprunts auprès des établissements financiers. Même si le communiqué poursuit en rassurant les uns et les autres sur les mesures qui seront prises pour les commerçants relevant du secteur informel, il urge aujourd'hui de souligner l'importance d'exercer les activités en toute légalité. Aujourd'hui encore, la question de l'assurance resurgit et s'impose comme une nécessité étant donné les multiples risques qu'on court au quotidien.

Il faut rappeler que le marché de Kara et le principal bâtiment du grand marché de Lomé ont été ravagés dans des incendies la semaine dernière. Pas de perte en vies humaines, mais les dégâts sont énormes et pourraient avoir des conséquences sur l'économie togolaise, selon de grands économistes. En dehors des répercussions à long terme, si cette situation perdure, il faut souligner que ce sont des milliers de togolais qui sont réduits au chômage depuis plus d'une semaine, au risque de faire grimper le taux de criminalité dans nos villes. Les formalités d'enregistrements se font dans l'enceinte de la Direction générale des impôts et dans l'enceinte de la Direction régionale des douanes", respectivement pour les villes de Lomé et de Kara.

Paul Katassoli

Promotion du secteur agricole

DU MATERIEL POUR UN MONTANT DE 35 MILLIONS DE F.CFA POUR DES JEUNES ENTREPRENEURS

Vingt jeunes entrepreneurs agricoles ont bénéficié mardi dernier, du matériel pour un montant de 35 millions de F.CFA du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi. Ce geste s'inscrit dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), initié et mis en œuvre par ledit ministère depuis 2008. Le PSAEG a pour objectif général l'accroissement des revenus des membres des groupements et le développement des emplois ruraux dans les villages d'implantation du projet. Les bénéficiaires du matériel font partie d'un groupe de 28 jeunes ayant suivi des formations dans des centres agropastoraux à Niamtougou, Notsè et à Kpalimé. Ils ont présenté des projets, après quatre mois de formation. Le lot de matériel mis à leur disposition est composé de batteuses de riz, d'arrosoirs, de motopompes, tuyaux de canalisation, etc...

La ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomégah-Dogbé, présente lors de cette cérémonie s'est réjouie de ce que le monde agricole soit aujourd'hui l'une des priorités du gouvernement avant d'appeler les bénéficiaires à un travail bien fait, une façon de témoigner leur reconnaissance au gouvernement et aux bailleurs. Elle a déclaré en substance : "Des efforts sont faits pour mobiliser des partenaires qui apportent des ressources. Les jeunes eux-mêmes doivent comprendre que cet appui qui leur est apporté est important et qu'ils doivent se mettre au travail avec beaucoup de détermination, de volonté et de ténacité pour produire des résultats ». Les partenaires mobilisés autour du gouvernement sont le PNUD, la FAO, l'IFDC, l'IMF, l'ICAT et Togo Télécom.

Rappelons que le PSAEG a pour objectifs de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des groupements et les capacités entrepreneuriales et de gestion des membres des groupements. Ce Projet vise également à appuyer le développement et la promotion des micros entreprises rurales et des activités génératrices de revenus.

Paul K.

Projet d'Appui à la Productivité de l'Elevage

LA RÉFLEXION SUR LE COMMERCE DU BÉTAIL PREND FIN AUJOURD'HUI

Depuis lundi 14 janvier dernier, les acteurs du domaine agro-pastoral venus des pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir le Burkina-Faso, le Mali, le Bénin et le Togo sont en atelier de réflexion sur le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la décentralisation du Projet d'Appui à la Productivité de l'Elevage (PAPE) dans les systèmes agro-pastoraux du nord Togo et en suite son extension jusqu'au littoral. Financé par l'Union Européenne pour une durée de 22 mois soit de janvier 2010 à octobre 2011 afin de permettre la facilité alimentaire et apporter une réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement, le projet PAPE est mis en œuvre par le groupe de développement Acting for Life à travers un ensemble de partenaires sur le terrain au Mali, au Burkina-Faso, dans le nord du Bénin. Au Togo c'est l'ONG Rafia qui s'occupe de sa mise en œuvre dans la partie septentrionale et les résultats satisfaisants sur le terrain amènent ces acteurs à l'étendre sur toute l'étendue du territoire.

Au cours de cet atelier qui ferme ses portes demain, les participants ont abordés plusieurs sujets à savoir les facteurs de production et d'exploitation, la mise en marché des animaux et l'étude des enjeux notamment l'enjeu de l'aliment bétail, l'accès aux pâturages et à l'eau, les coûts d'acheminement du bétail et des tracasseries routières en Afrique de l'Ouest, l'exportation de viande réfrigérée, l'ouverture du marché mondial et la compétitivité dans le contexte du commerce du bétail en Afrique de l'Ouest. La réflexion sur tous ces sujets va déboucher sur la rédaction d'un rapport général dont la mise en application par les pays concernés permettra de contribuer au développement économique des systèmes agro-pastoraux et l'amélioration des conditions de vie des agro-pasteurs. Elle permettra également d'améliorer la productivité et les conditions de mise en marché des productions animales dans ces pays ainsi que de renforcer la capacité des acteurs clefs à s'insérer dans les débats législatifs et institutionnels entourant la filière bétail.

London KAWANA (Stagiaire)

Colloque international de Pax Africana

LES LEADERS AFRICAINS ANALYSENT LE FÉDÉRALISME COMME PISTE DE DÉVELOPPEMENT

Le Premier Ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu vient de procéder à l'ouverture officielle du Colloque international organisé par la Fondation Pax Africana. Le colloque se tient sous le thème : « Le fédéralisme, le levier de la réalisation de l'unité africaine ». Le Premier Ministre qui a représenté le Chef de l'Etat togolais a déclaré que l'unité politique du continent africain demeure un grand défi. « Concevoir l'unité africaine par le fédéralisme est une question difficile mais à encourager. Le fédéralisme est l'une des pistes sérieuses que nous devons explorer si nous voulons atteindre notre objectif. Il pourra contribuer à la sécurité de nos territoires et consolider la paix. Mettre le fédéralisme au service de l'unité africaine, c'est s'appuyer sur les consciences nationales qui se sont forgées jusque-là », a indiqué Ahoomey-Zunu.

Plusieurs hautes personnalités du continent africain participent à ce colloque qui se tient dans le cadre du cinquantième anniversaire de l'Union Africaine. Parmi elles, l'ancien Président de Mozambique Joachim Chissano, John Jerry Rawlings, ancien Président du Ghana, Pascal Koupaki, Premier Ministre du Bénin, Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, Victor Gbého, ancien Président de la Commission de la CEDEAO, Ibn Chambas, Secrétaire Général ACP-UE, Mamadou Lamine Loun, Ancien Premier Ministre du Sénégal, Elie Doté ancien Premier Ministre de la Centrafrique, Lansana Kouyaté ancien Premier Ministre de la Guinée, Djibril Tamsir Niane. On note également la présence du Président de l'Assemblée Nationale togolaise, les présidents des Cours Constitutionnelles du Togo et du Bénin, des membres du gouvernement togolais, des enseignants chercheurs des universités africaines, des sociologues et des journalistes notamment.

Le Président de la Fondation Pax Africana, l'ancien Premier Ministre togolais Edem Kodjo a appelé les pays africain à une union rationnelle. « Agissons maintenant sur cette question de fédéralisme qui sous-tend notre avenir. Le fédéralisme combat la division, il est également un vecteur de développement, c'est un cadre de promotion économique. L'histoire récente nous interpelle. Les pays qui ont réalisé l'unité ont connu du renouveau (Italie, Allemagne). L'Afrique doit s'unir rationnellement. », a déclaré Edem Kodjo.

Le colloque qui a démarré prend fin le samedi. Au total six ateliers seront développés par des personnes ressources qui ont pour la plupart travaillé dans les institutions africaines et onusiennes. Le Président de la délégation de l'Union Européenne au Togo, Patrick Spirlet donnera aussi une communication sur le sous-thème « les limites du modèle européen et les enseignements à en tirer pour le fédéralisme en Afrique ».

Dias MISSOKO

Lutte contre la corruption

« SMS-EXCHANGE, JE M'ENGAGE » POUR ÉRADIQUER LE PHÉNOMÈNE

Un nouveau projet vient de voir le jour et est destiné à l'intensification de la lutte contre la corruption. Il s'agit du projet « SMS-Exchange, Je m'engage ! » de l'Association Alternative Leader Group (ALG). « Le projet n'est pas le fruit d'un hasard. Il se place dans une logique d'accompagnement du gouvernement togolais, qui veut promouvoir la lutte contre la corruption. L'idée est de permettre à notre pays d'obtenir des résultats. Il ne manque plus à notre pays que des efforts encore plus poussés dans le domaine de la corruption pour être éligible au niveau de certains mécanismes internationaux », a déclaré André Kagni Afanou, le Président de ALG.

« SMS-Exchange, Je m'engage ! » est un projet qui vise à comprendre les effets pervers de la corruption sur la situation soci-économique et la gouvernance au Togo et à faire participer la population à l'évaluation du flux financier passant par le fléau de la corruption. Il a été lancé officiellement par Eric Kpadé, Inspecteur principal des douanes togolaises qui représentait le Ministre de l'économie et des finances.

Le projet va consister pour les usagers des services publics, à la population togolaise d'envoyer juste un SMS au numéro court 3334 sur le réseau national Togocel et/ou par le truchement d'un message électronique à l'adresse mail smsx.algtogo.org pour dénoncer ou signaler un acte de corruption. Chaque citoyen togolais est appelé à jouer son rôle dans la lutte contre la corruption en participant à ce projet. Les initiateurs de « SMS-Exchange, Je m'engage ! » veulent qu'au terme du projet, le Togo évolue dans le classement doing business pour occuper à moyen terme les premiers rangs de ce classement mondial de Transparency International. Le projet bénéficie de l'appui des ambassades des Etats-Unis et de la France au Togo qui étaient présents lors du lancement officiel de ce nouveau projet par lequel l'association ALG pense rendre visible les actes de corruption au Togo.

Pour rappel, les autorités togolaises multiplient depuis des années des initiatives contre la corruption. On note la mise en place de la Commission Nationale de Lutte Contre la Corruption et le Sabotage Economique (CNLCSE)

Didier ASSOGBA

PENIBLE MOIS DE JANVIER

Après la grande période de fin d'année marquée par les traditionnelles présentations de vœux aux êtres chers en début de l'année nouvelle, place maintenant à la réalité de tous les jours qui elle ne connait pas de différence de calendrier. Ces vœux de prospérités font vite place à la cherté accrue de la vie propre au mois de janvier. En effet, au cours de la période des fêtes de fin d'année les parents que nous sommes, faisons des dépenses parfois exorbitantes dans le but de se faire plaisir ou faire plaisir aux membres de nos familles et amis. Après avoir fêté de façon pompeuse, le mois de janvier devient une période de soudure surtout pour les fonctionnaires qui finalement attendent impatiemment la fin de ce mois. Selon la croyance populaire, janvier est le mois le plus long de l'année pas en nombre de jours qu'il renferme mais plutôt à cause des difficultés financières qui le caractérisent. Depuis quelques années, la Noël est célébrée de façon plus sobre par une grande partie de la population afin de ressentir moins la souffrance de janvier. Mais il faut affirmer que cette crise généralisée Se fait pourtant sentir en début de chaque année.

En cette période déjà difficile pour la population, le phénomène des incendies du grand marché de Kara et celui de Lomé vient encore exacerber la situation. Les importants dégâts matériels enregistrés vont très probablement se répercuter sur le quotidien des togolais avec la flambée des prix sur les articles de premières nécessité. C'est donc un mois de janvier doublement pénible que les populations togolaises vont connaitre surtout en ces quelques jours qui restent encore, si l'on en croit certains économistes qui ont accepté se prononcé sur les répercussions des incendies des grands marchés de Kara et Lomé.

London KAWANA (Stagiaire)

MAIVIT PLUS
BOUILLIE

400g
Farine de maïs-soja Enrichie de vitamines & Sels minéraux
(A,B1,B2,Niacine,B6,B9,C,Fer,Zinc,Iode

SUPER MAIVIT PLUS
MAIVIT PLUS - LAIT
BOUILLIE

400g
Farine de maïs –soja additionnée de lait , Enrichie de vitamines & Sels minéraux
(A,B1,B2,Niacine,B6,B9,C,Fer,Zinc,Iode)

SUCRIVIT
Sucre blanc /sucre roux , Enrichi de vitamines & Sels minéraux
(A,B1,B2,B6,B9,Niacine,Fer, Zinc,Iode)
100g – 400g – 1000g

KULVIT
Koukloui enrichi en vitamines A,Fer,Iode

ALIMENTS FORTIFIES

« ALFORTS » la marque des sages et intelligents

Préviennent et guérissent la malnutrition
Assurent une bonne croissance des enfants
Préviennent la mauvaise vision crépusculaire,
Préviennent l'anémie
Fortifient l'organisme
Luttent contre les infections (Paludisme, Tuberculose, VIH et autres maladies infectieuses
Augmentent les capacités d'apprentissage et les capacités de travail

MAIVIT
PATE AKOUME

Farine de maïs enrichie de vitamines & sels minéraux (A1,B1,B2,Niacine,B6,B9,Fer, Zinc,Iode)
1Kg 2,5Kg 5Kg 25Kg

RIZ ENRICHI
En vitamine A, Fer, Iode
1Kg 2,5Kg 5Kg

En vente en pharmacies, Centres de santé et hôpitaux, boutiques et supermarchés

Kits nutritionnels pour personnes vulnérables disponibles

Fabriqués par: Quality Service INTERNATIONAL QSI Sarl Lomé-Togo Association Togolaise de Lutte contre la faim et la Malnutrition
Tel: (00228) 98115830 /(00228) 90337049 16 BP: 217 Lomé-Togo Email: albertchamdja@yahoo.fr / qsisarl@yahoo.fr

Aliments fabriqués avec les directives FAO/OMS , approuvés par les autorités locales, testés par les laboratoires nationaux et internationaux .

Publicité

CAN Afrique du Sud 2013

LES EPERVIERS AU GRAND COMPLET ABORDENT LA COMPÉTITION AVEC SÉRÉNITÉ

C'est ce samedi que démarre la Coupe d'Afrique des Nations 2013 qui va se dérouler en Afrique du Sud. Les Eperviers du Togo qui ont rejoint leur base de Rustenburg s'entraînent avec sérénité. L'équipe nationale du Togo qui participe à sa huitième Coupe d'Afrique des Nations (CAN) a quitté Lomé après trois semaines de préparation marquées par quatre matchs amicaux sanctionnés par trois victoires et une défaite.

C'est le Premier Ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu qui a remis le drapeau de la nation aux joueurs avant leur départ pour l'Afrique du Sud. C'était à la Primature en présence des membres des différents comités installés par le gouvernement pour une bonne participation de la sélection nationale à la CAN sud africaine qui démarre le 19 janvier soit dans trois jours. « Je vous remets le drapeau togolais. Prenez soins de lui. Nous vous faisons confiance. Que Dieu vous bénisse. Vous êtes nos ambassadeurs, vous êtes nos représentants. Soyez certains que tout le peuple togolais vous accompagne. A aucun moment, notre soutien et notre accompagnement ne vous manqueront. A aucun moment, aucun besoin que nous pourrons satisfaire, ne restera insatisfait. », a déclaré le Premier ministre en direction des joueurs avec une certaine assurance.

Le vice-capitaine des Eperviers Serge Akakpo qui a reçu des mains de M.Ahoomey-Zunu, le drapeau national en l'absence d'Emmanuel Adébayor - le capitaine, n'a pas manqué de rassurer les autorités togolaises. « le soutien que vous nous avez apporté a été vraiment très grand. On fera le maximum. Et notre objectif, c'est de passer le premier tour. Je pense que main dans la main, on y arrivera », a indiqué Serge Akakpo. Ce à quoi le Premier Ministre répond. « Nous sommes certains d'une chose : vous mesurez l'enjeu, vous savez les défis, vous êtes dans le groupe le plus relevé. Mais c'est plutôt une bonne chose, parce que si vous réussissez à notre avis à passer ce groupe, les portes vous seront largement ouvertes. Nous pouvons vous assurer que le gouvernement et le peuple togolais dans toutes ses structures et ses composantes resteront mobilisés jusqu'à la fin de cette compétition », a-t-il ajouté.

Les Eperviers présents en Afrique du Sud sont au grand complet. Agassa et Adébayor ont rejoint le groupe et l'équipe se prépare pour aborder sereinement le match contre la Côte d'Ivoire mardi. Le Togo évolue dans le groupe D qui compte la Côte d'Ivoire, la Tunisie et l'Algérie.

Dias MISSOKO

Communiqué

SPECIAL RECRUTEMENT *AIESEC*

Du 24 au 26 janvier 2013

Etudiants et jeunes diplômés, devenez membres de AIESEC afin de :

- Développer des compétences pratiques pour assurer votre futur professionnel ;
- Bénéficier des stages internationaux dans 112 pays de part le monde ;
- Faire partir d'un réseau de contacts de 90000 jeunes leaders responsables de 2500 universités dans le monde ;
- Participer à des conférences et séminaires internationaux ;
- Améliorer votre connaissance en graphisme et montage vidéo ;
- Parfaire votre niveau en Informatique, en Anglais, aussi bien le parlé que l'écrit et le management des projets.

Pour plus de renseignements, rendez- vous au bureau de AIESEC-UL entre Agora 1 & 2 FASEG au Campus sud ou contacter: (00228)91 51 46 70 /(00228)99 09 60 66 / (00228)90 18 13 77

Envahissement tous azimut des voies routières par les conducteurs d'engins

L'INSÉCURITÉ DU PIÉTON EN CIRCULATION DEVIENT PRÉOCCUPANTE

Le nombre sans cesse croissant de voitures et surtout de motos entraine un trafic assez important sur nos routes. Au lieu que les conducteurs mettent en pratique le code de la route, ils se montrent parfois très pressés en posant des actes qui débouchent très souvent sur des insultes, des échanges de coups de poings et inévitablement des accidents de circulation.

En effet, A part le phénomène de violation des feux tricolores dénoncé à plusieurs reprises par les médias de la place, d'autres formes de violation du code de la route ont vite vu le jour. Il s'agit notamment de la violation des trottoirs, le non-respect du passage clouté et l'emprunt des déviations anarchiques.

Sur les nouvelles routes goudronnées, ce sont les trottoirs qui le plus souvent sont pavés qui servent de voies de circulation aux motocyclistes et surtout à nos vaillants conducteurs de taxi-motos quand ils remarquent un peu d'embouteillage sur le macadam. En plus de ces conducteurs de motos, ceux des voitures aussi empruntent les bords poussiéreux des routes dépourvues de trottoirs. A certains endroits encore les chauffeurs garent mal leur véhicule et obligent ainsi les piétons à se frayer le passage entre le flot d'engins en circulation augmentant ainsi les risques de se faire percuter par un engin.

Un tour au niveau des stations d'essence, et au niveau de certains carrefour à l'instar de celui du CHR Lomé-Commune sur le Boulevard Jean-Paul ll et celui du bar 3K côté bassin de rétention d'eau permet de voir des conducteurs qui laissent la route goudronnée pour prendre les raccourcis qui ne sont rien d'autre que des espaces réservés aux piétons. Ils osent même klaxonner sur ces espaces pour que les piétons leur cèdent le passage comme si c'est leur droit. Au vu de cette violation flagrante des espaces réservés aux piétons, demander à un de ces conducteurs de laisser un piéton traverser la voie au niveau d'un passage clouté s'assimile simplement à une caravane qui passe malgré les aboiements énergiques du chien. Une moindre réclamation d'un piéton est vite répliquée par des insultes avilissantes.

Le piéton se sentant en insécurité sur les routes de la capitale ne sait plus à quel saint se vouer. Pour des personnes qui marchent juste pour éviter les accidents de circulation, leur choix est devenu sans importance puisque même sur le trottoir, le malheur peut surgir. L'insécurité du piéton dans la circulation devenant de plus en plus grande, les policiers doivent prendre la mesure de la situation pour sanctionner tous les conducteurs indisciplinés car le piéton a aussi le droit de circuler librement. Quant aux piétons, ils doivent rester vigilants pour fuir rapidement le danger en entendant que la situation se normalise sur nos routes.

London KAWANA (Stagiaire)

Cinéma

OURRA, LE CHEMIN DES APÔTRES EN COMÉDIE MUSICALE À LOMÉ

Plus d'une trentaine de jeunes togolais regroupés au sein de la troupe dénommée « Ourra » revisitent sur scène et en théâtre, les actes des apôtres. Par une mise en scène autour de la danse, des musiques et des costumes, la troupe « Ourra » du Togo tente de revisiter le chemin parcouru par les apôtres de Jésus envoyés en mission jusqu'aux extrémités de la terre.

La troupe composée de jeunes universitaires du Togo à joué le vendredi à Lomé. C'était 120 minutes de théâtre, de chant, de danse, de couleur qui s'apparentaient à 120 minutes dans les pas des apôtres. Le texte mis en scène au Togo par Yannick Zilhoubé et Aimé Tsénou est écrit et réalisé par le français Eric Libault avec les arrangements, orchestrations et musiques instrumentales de Thierry Malet.

Ce texte joué à Paris par la troupe Ourra de France a été adapté pour le Togo par Jean Paul Uwimana.

Ourra, le Chemin des apôtres est en comédie musicale au Togo tous les deuxièmes et derniers vendredis du mois jusqu'en Avril.

La nouvelle manière de réussir...L'Internet !

Partenariat

Togotelecom

Ecobank
La Banque Panafricaine

à partir de

19 000* F CFA TTC/mois

pendant 24 mois

* Offre soumise à conditions

Le matériel, l'installation et le service Internet sur 24 mois pour un même forfait mensuel !

TOGO TELECOM, La Référence